

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2008 — 1984

[C — 2008/29282]

**18 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 20, 69 et 87;

Vu le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, notamment les articles 5, 11, 12 et 13.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 janvier 2008;

Vu le protocole de concertation du 1<sup>er</sup> février 2008 du comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 44.144/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 18 avril 2008,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « le Ministre » : le Membre du Gouvernement de la Communauté française ayant compétence sur le programme prioritaire de travaux institué par le décret du 16 novembre 2007,

2° « le décret » : le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française,

3° « les frais généraux » : les frais généralement quelconques en relation avec :

a) l'instruction et la constitution du dossier de demande de subvention,

b) les prestations de services inhérentes aux études et à l'exécution des travaux,

4° « la promesse ferme de subvention » : la dépêche adressée au pouvoir organisateur lui notifiant le montant de la subvention qui lui est octroyée suite à l'introduction de sa demande. Cette dépêche est signée par le Ministre et est revêtue du visa d'engagement apposé par le contrôleur des engagements de la Communauté française,

5° « le montant des travaux subsidiables » : le montant de l'offre régulière la moins disante ou la plus intéressante (selon le mode de passation du marché), éventuellement rectifiée (en vertu des dispositions de la réglementation sur les marchés publics), duquel ont été retranchés les montants relatifs aux postes du métré correspondant à des travaux non subsidiables. Le montant des travaux subsidiables comprend la T.V.A.,

6° « le montant de l'investissement » : le montant des travaux subsidiables, majoré des frais généraux,

7° « le taux de la subvention » : le taux repris à l'article 8 du décret,

8° « le fonctionnaire dirigeant » : le fonctionnaire général dirigeant le service général de l'Administration générale de l'infrastructure qui gère le Fonds des bâtiments scolaires compétent pour les dossiers du réseau concerné,

9° « la Commission » : la commission intercaractère définie à l'article 11 du décret.

CHAPITRE II. — *Liste des projets d'investissements éligibles*

**Art. 2.** Les dossiers repris dans la liste des projets éligibles pour une année déterminée qui n'ont pu être engagés au cours de cette année sont repris dans la liste des projets éligibles de l'année suivante à condition que lesdits projets soient toujours d'actualité.

**Art. 3.** Dans l'hypothèse où le demandeur de la subvention à charge du programme prioritaire de travaux bénéficie d'une subvention pour les mêmes travaux octroyée par un autre pouvoir subsidiant que la Communauté française, le montant total des subventions qu'il reçoit ne peut dépasser 100 % du montant de l'investissement qu'il a consenti.

CHAPITRE III. — *De la Commission et de la cellule comptable centralisée*

**Art. 4.** Les membres de la Commission sont nommés pour un mandat d'une durée de quatre ans.

**Art. 5.** Pour le calcul des frais de déplacement et des indemnités de séjour des membres de la Commission, il y a lieu d'appliquer le tarif en vigueur pour tous les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française.

**Art. 6.** La Commission soumet son projet de règlement d'ordre intérieur à l'approbation du Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de son installation.

**Art. 7.** Par application de l'article 12, § 5, du décret, un secrétariat est mis à disposition de la Commission. Les tâches dévolues à ce dernier sont les suivantes :

1° assurer l'organisation des réunions de la Commission, ce qui comprend notamment l'envoi des convocations, la transmission des dossiers aux membres et la rédaction des procès-verbaux des réunions,

2° assurer le suivi des dossiers après chaque réunion, ce qui comprend notamment la communication d'information aux services concernés, la transmission des dossiers à l'Inspection des finances et au Ministre compétent.

**Art. 8.** Le Gouvernement désigne au sein de son administration une cellule comptable centralisée.

Les missions dévolues à cette dernière sont les suivantes :

1° préparer les dossiers d'engagements des subventions à charge du programme prioritaire de travaux,

2° liquider les subventions sur base des documents qui lui sont transmis, après contrôle par le service du fonds dont relève le pouvoir organisateur concerné,

3° informer régulièrement la Commission, par le biais de son secrétariat, des moyens budgétaires disponibles pour le programme prioritaire de travaux,

4° rédiger le rapport annuel d'utilisation des crédits budgétaires mis à disposition du programme prioritaire de travaux.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'introduction et de traitement des demandes de subvention*

**Art. 9.** Les dossiers de demande de subvention à charge du programme prioritaire de travaux sont instruits par les services respectifs de l'Administration générale de l'infrastructure dont relève le pouvoir organisateur du demandeur, à savoir :

1° pour l'enseignement organisé par la Communauté française :

les services régionaux de la Direction générale de l'infrastructure - secteur scolaire,

2° pour l'enseignement officiel subventionné :

le service général des infrastructures publiques subventionnées et ses services extérieurs,

3° pour l'enseignement libre subventionné :

le service général des infrastructures privées subventionnées.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La demande officielle d'intervention financière du programme prioritaire de travaux doit être introduite au moyen du formulaire type dûment complété et dont le modèle est arrêté par le Ministre ayant le programme prioritaire de travaux dans ses compétences.

La demande doit être motivée au regard des critères d'accès définis à l'article 6 du décret et introduite auprès du secrétariat de la Commission. Le dépôt du dossier fera l'objet d'un accusé de réception.

§ 2. Le dossier de demande comportera, en outre, tous les documents d'adjudication, c'est-à-dire :

1° le cahier spécial des charges avec les plans et métrés,

2° l'estimation du coût des ouvrages réalisée avant la mise en concurrence,

3° l'avis de marché publié au *Bulletin des adjudications* ou les lettres d'invitation à remettre une offre de prix dans le cas d'une procédure négociée,

4° le procès-verbal d'ouverture des offres,

5° pour les dossiers relevant d'un pouvoir organisateur subventionné, le rapport d'analyse des offres avec la décision motivée d'attribution du marché prise par le pouvoir adjudicateur,

6° pour les dossiers relevant du réseau de la Communauté française, la proposition d'attribution du marché est signée par le fonctionnaire général compétent,

7° la délibération motivée du pouvoir adjudicateur d'attribution du marché,

8° une copie de toutes les offres reçues, y compris les courriers de demande de justifications de prix et les réponses des entrepreneurs,

9° la preuve que le Pouvoir organisateur ou la Société Publique d'Administration des Bâtiments Scolaires concernée ou l'ASBL de gestion patrimoniale concernée dispose d'un titre portant sur la pleine propriété du bâtiment ou de la partie du bâtiment concernée par la subvention, sous la forme d'une attestation du Receveur de l'Enregistrement ou tout autre document probant enregistré, ou accompagnée de la preuve qu'il dispose d'un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant 30 ans au moins à dater de la demande de subside sous la forme de bail emphytéotique enregistré ou de tout autre document probant enregistré.

§ 3. Les travaux faisant l'objet de la demande de subvention du programme prioritaire de travaux ne peuvent pas débiter avant l'octroi de la promesse ferme de subvention.

Toutefois, à titre exceptionnel, si les travaux présentent un caractère d'extrême urgence, le pouvoir organisateur peut solliciter l'autorisation de les débiter préalablement à l'introduction de la demande de subvention.

Dans cette optique, il adresse par lettre recommandée une demande motivée au fonctionnaire dirigeant le service général de l'Administration des Infrastructures en charge du dossier, dans laquelle il sollicite l'autorisation écrite de les débiter.

Cette autorisation ne constitue en aucun cas une décision d'octroi de subvention.

Après acceptation du dossier par la Commission et dans l'hypothèse où il n'était pas repris dans la liste des projets éligibles, le dossier est soumis à l'approbation du Gouvernement, conformément à l'article 5, § 2, 3<sup>e</sup> alinéa, du décret.

§ 4. Les promesses de subvention arrêtées par la Commission sont transmises au Ministre qui les communique pour avis à l'Inspection des Finances.

La promesse de subvention arrêtée par la Commission devient ferme en cas d'avis positif de l'Inspection des Finances.

En cas d'avis négatif de l'Inspection des Finances, la promesse de subvention est soumise à l'approbation du Gouvernement par le Ministre.

**Art. 11.** Le Ministre en charge du programme prioritaire de travaux détermine les modalités pratiques d'instruction et de traitement des dossiers de demande de subvention.

**Art. 12.** Lorsque le pouvoir organisateur sollicite une intervention complémentaire à charge des fonds des bâtiments scolaires compétents pour le solde non couvert par la subvention à charge du programme prioritaire de travaux, l'Administration instruit cette demande simultanément à celle relative à la subvention principale à charge du programme prioritaire de travaux.

#### CHAPITRE V. — *Modalités pratiques de calcul de la subvention*

**Art. 13.** Le calcul du montant de la subvention comporte les deux étapes suivantes :

1<sup>o</sup> première étape : le calcul du montant provisoire de la subvention,

2<sup>o</sup> deuxième étape : le calcul du montant définitif de la subvention.

**Art. 14.** Le montant provisoire de la subvention est égal au montant de l'investissement multiplié par le taux de subvention.

Il est calculé sur base du montant subventionnable déterminé à partir du montant de l'offre régulière la moins disante ou la plus intéressante suite à la mise en concurrence des travaux.

Il correspond au montant maximal auquel le pouvoir organisateur peut prétendre.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le montant définitif de la subvention est calculé sur base du décompte final des travaux réalisés et en tenant compte de la commande initiale des travaux.

§ 2. Sont pris en compte pour le calcul du montant définitif de la subvention :

1<sup>o</sup> tous les travaux repris dans le métré initial de la commande des travaux et qui se retrouvent dans le décompte final. Pour les postes repris en quantités présumées au métré initial, on procède à une balance globale entre les montants repris dans la commande initiale et ceux repris au décompte final,

2<sup>o</sup> les travaux supplémentaires ou modificatifs pour autant qu'ils répondent aux conditions cumulatives suivantes :

a) ils ne concernent que des travaux en rapport direct avec l'objet du marché,

b) leur exécution doit répondre aux règles fixées par la législation sur les marchés publics,

c) ils correspondent à des travaux subventionnables,

d) ils font l'objet d'une motivation de la part du pouvoir adjudicateur. Cette motivation fait référence aux faits, mentionne les règles juridiques appliquées et indique les raisons qui conduisent, à partir des règles juridiques et des faits mentionnés, à prendre la décision.

Le montant définitif de la subvention calculé après la prise en compte de la balance des postes en quantités présumées et des travaux supplémentaires est limité au montant de la subvention provisoire lorsque le montant calculé est supérieur à celui repris dans le montant de la promesse ferme de subvention.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant le service des bâtiments scolaires compétent a délégation de signature pour approuver au nom du Ministre le montant définitif de la subvention.

**Art. 16.** Les frais généraux sont fixés forfaitairement à 8 % du montant des travaux subsidiés.

#### CHAPITRE VI. — *Liquidation des subventions accordées aux pouvoirs organisateurs relevant des réseaux d'enseignement subventionnés par la Communauté française*

**Art. 17.** Le bénéficiaire de la subvention veillera à réaliser les travaux tels que définis dans le dossier d'adjudication présenté à la commission.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, des acomptes peuvent être payés.

Les demandes de paiement sont introduites auprès des services repris à l'article 11 du présent arrêté et doivent être accompagnées des documents suivants en 3 exemplaires :

— une déclaration de créance;

— l'état d'avancement (mensuel et cumulatif) et l'état des révisions contractuelles y afférentes;

— l'original ou les copies certifiées conformes des factures;

— lors du premier état d'avancement, la preuve de constitution du cautionnement et s'il échet, l'ordre de commencer les travaux, et la notification datée et signée du marché à l'adjudicataire, ainsi que la copie du récépissé de la poste.

Après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire transmet obligatoirement le décompte final au fonctionnaire précité.

Ce décompte comprend les documents mentionnés ci-dessous (en trois exemplaires) :

- le relevé détaillé de l'ensemble des factures;
- le relevé détaillé des travaux exécutés aux prix de la soumission approuvée;
- le relevé détaillé des travaux modificatifs et/ou supplémentaires exécutés;
- le calcul détaillé de la révision contractuelle se rapportant au décompte;
- une attestation précisant la date réelle de l'achèvement des travaux;
- les décisions motivées relatives aux arrêts et reprises des travaux;
- le relevé des jours d'intempéries, de congés payés, de congés légaux, etc...;
- le procès-verbal de réception provisoire;
- les notes de calculs de pénalités éventuelles à charge de l'adjudicataire;
- les notes de calculs des amendes de retard éventuelles à charge de l'adjudicataire;
- la décision motivée du maître de l'ouvrage accordant des prolongations éventuelles du délai;
- l'approbation du décompte final par le maître de l'ouvrage;
- l'avis, si requis, de l'autorité de tutelle.

Pour un décompte final comportant des travaux supplémentaires et/ou modificatifs, il convient de joindre :

- un extrait de la décision du maître de l'ouvrage approuvant les travaux supplémentaires et/ou modificatifs;
- un relevé détaillé de ces travaux en indiquant les périodes d'exécution;
- un rapport justifiant leur stricte nécessité;
- la justification des prix convenus;
- l'avis, si requis, de l'autorité de tutelle.

Après examen du dossier, les montants définitifs des interventions financières à charge du programme prioritaire de travaux et du service général concerné, sont fixés et les sommes dues, sont payées.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 19.** Le Ministre ayant compétence sur le programme prioritaire de travaux institué par le décret du 16 novembre 2007 est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 avril 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1984

[C - 2008/29282]

**18 APRIL 2008.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 5, 11, 12 en 13 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 20, 69 en 87;

Gelet op het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 5, 11, 12 en 13;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 januari 2008;

Gelet op het overlegprotocol van 1 februari 2008 van het overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de door de Regering erkende gesubsidieerde P.M.S.-centra;

Gelet op het advies nr. 44.144/2 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2008, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° « de Minister » : het Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor het prioritaire programma voor werken ingesteld bij het decreet van 16 november 2007,

2° « het decreet » : het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap,

3° « de algemene kosten » : de kosten van alle aard in verband met :

- a) het onderzoek en het opmaken van het dossier voor de aanvraag om subsidie,
- b) de prestaties van de diensten die inherent zijn aan de studies en aan de uitvoering van de werken,

4° « de vaste subsidiebelofte » : het schrijven gericht aan de inrichtende macht waarbij haar kennis wordt gegeven van het bedrag van de subsidie die haar wordt toegekend ten gevolge van de indiening van haar aanvraag. Dat schrijven wordt door de Minister ondertekend en wordt voorzien van het visum tot vastlegging dat door de controleur der vastleggingen van de Franse Gemeenschap wordt gezet,

5° « het bedrag van de voor subsidiëring in aanmerking komende werken » : het bedrag van de laagste of voordeligste regelmatige offerte (naar gelang van de wijze van gunning van de opdracht), eventueel rechtgezet (krachtens de bepalingen van de regeling betreffende de overheidsopdrachten), waarvan de bedragen in verband met de posten van de opmetingsstaat die met niet voor subsidiëring in aanmerking komende werken overeenstemmen, werden afgetrokken. Het bedrag van de voor subsidiëring in aanmerking komende werken omvat de BTW,

6° « het bedrag van de investering » : het bedrag van de voor subsidiëring in aanmerking komende werken, vermeerderd met de algemene kosten,

7° « het subsidiepercentage » : het percentage vermeld in artikel 8 van het decreet,

8° « de leidend ambtenaar » : de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de algemene dienst van het algemeen bestuur infrastructuur die het Fonds voor schoolgebouwen, bevoegd voor de dossiers van het betrokken net, beheert,

9° « de Commissie », de karakteroverschrijdende commissie bepaald in artikel 11 van het decreet.

#### HOOFDSTUK II. — *Lijst van de in aanmerking komende investeringsprojecten*

**Art. 2.** De dossiers vermeld in de lijst van de voor een bepaald jaar in aanmerking komende projecten waarvoor geen subsidie gedurende dat jaar kon worden uitbetaald, worden opgenomen in de lijst van de voor het volgende jaar in aanmerking komende projecten, op voorwaarde dat die projecten nog altijd actueel zijn.

**Art. 3.** Als de instelling die de aanvraag om subsidie ten laste van het prioritaire programma voor werken indient, voor dezelfde werken een subsidie geniet die door een andere subsidiërende overheid dan de Franse Gemeenschap wordt toegekend, kan het totale bedrag van de subsidies die ze ontvangt, niet hoger zijn dan 100 % van het bedrag van de investering die ze heeft gedaan.

#### HOOFDSTUK III. — *De Commissie en de gecentraliseerde boekhoudkundige cel*

**Art. 4.** De leden van de Commissie worden voor een mandaat van vier jaar benoemd.

**Art. 5.** Voor de berekening van de vergoedingen voor de reis- en verblijfskosten van de leden van de Commissie, moeten de cijfers worden toegepast die gelden voor alle ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 6.** De Commissie legt de Regering haar ontwerp van huishoudelijk reglement voor binnen een termijn van één maand vanaf haar installatie.

**Art. 7.** Bij toepassing van artikel 12, § 5, van het decreet, wordt een secretariaat ter beschikking van de Commissie gesteld. De opdrachten die aan dat secretariaat worden toegewezen, zijn de volgende :

1° de vergaderingen van de Commissie organiseren, wat onder meer de verzending van de oproepingsbrieven, de mededeling van de dossiers aan de leden en het opstellen van de notulen van de vergaderingen inhoudt,

2° de dossiers na elke vergadering opvolgen, wat onder meer de mededeling van informatie aan de betrokken diensten, de overzending van de dossiers aan de inspectie van Financiën en aan de bevoegde Minister inhoudt.

**Art. 8.** De Regering stelt binnen haar administratie een gecentraliseerde rekenkundige cel in. De opdrachten die aan die cel worden toegewezen, zijn de volgende :

1° de dossiers tot vastlegging van de subsidies ten laste van het prioritaire programma voor werken voorbereiden,

2° de subsidies uitbetalen op grond van de documenten die haar worden overgelegd, na controle door de dienst van het fonds waaronder de betrokken inrichtende macht ressorteert,

3° de Commissie, via haar secretariaat, regelmatig op de hoogte brengen van de begrotingsmiddelen die beschikbaar zijn voor het prioritaire programma voor werken,

4° het jaarverslag opmaken voor de aanwending van de begrotingsmiddelen die ter beschikking van het prioritaire programma voor werken worden gesteld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels voor de indiening en de behandeling van de aanvragen om subsidie*

**Art. 9.** De dossiers betreffende de aanvraag om subsidie ten laste van het prioritaire programma voor werken worden onderzocht door de respectieve diensten van het algemeen bestuur infrastructuur waaronder de inrichtende macht van de aanvrager ressorteert, namelijk :

1° voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs :

de gewestelijke diensten van de algemene dienst infrastructuur - schoolsector,

2° voor het officieel gesubsidieerd onderwijs :

de algemene dienst voor de gesubsidieerde overheidsinfrastructuren en zijn externe diensten,

3° voor het vrij gesubsidieerd onderwijs :

de algemene dienst voor de gesubsidieerde privé-infrastructuren.

**Art. 10.** § 1. De officiële aanvraag om financiële tegemoetkoming van het prioritaire programma voor werken wordt ingediend door middel van het behoorlijk ingevulde formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister bevoegd voor het prioritaire programma voor werken.



De aanvraag moet met redenen worden omkleed volgens de toegangscriteria bepaald in artikel 6 van het decreet en bij het secretariaat van de Commissie worden ingediend. Het neerleggen van het dossier wordt met een ontvangstbewijs bevestigd.

§ 2. Het aanvraagdossier zal bovendien alle aanbestedingsdocumenten omvatten, namelijk :

- 1° het bestek, met de plannen en opmetingsstaten,
- 2° de raming van de kosten van de werken die werden uitgevoerd vóór de in mededingingstelling;
- 3° de aankondiging van de opdracht bekendgemaakt in het *Bulletin der Aanbestedingen* of de brieven voor de uitnodiging om prijzen aan te bieden in het geval van een onderhandelingsprocedure,
- 4° het proces-verbaal voor de opening van de offertes,
- 5° voor de dossiers die onder een gesubsidieerde inrichtende macht ressorteren, het verslag over het onderzoek van de offertes, met de met redenen omklede beslissing tot gunning van de opdracht, door de aanbestedende overheid genomen,
- 6° voor de dossiers die onder het net van de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt het voorstel tot gunning van de opdracht door de bevoegde ambtenaar-generaal ondertekend,
- 7° de na beraadslaging door de aanbestedende overheid genomen beslissing tot gunning van de opdracht, met redenen omkleed,
- 8° een afschrift van al de ontvangen offertes, met inbegrip van de brieven betreffende de aanvragen om verantwoording van de prijzen en de antwoorden van de aannemers,
- 9° het bewijs dat de inrichtende macht of de betrokken publiekrechtelijke maatschappij voor het bestuur van de schoolgebouwen of de betrokken VZW voor het vermogensbeheer beschikt over een recht van volle eigendom op het gebouw of het deel van het gebouw dat voor de subsidie in aanmerking komt, in de vorm van een attest van de Ontvanger van Registratie of elk ander geregistreerd bewijsstuk, of samen met het bewijs dat ze beschikt over een zakelijk recht waarbij haar de waarborg wordt gegeven dat ze het genot over het goed zal kunnen hebben gedurende ten minste 30 jaar vanaf de datum van de aanvraag om subsidie, in de vorm van een geregistreerde erfpacht of elk ander geregistreerd bewijsstuk.

§ 3. De werken waarvoor de subsidie uit het prioritaire programma voor werken wordt aangevraagd, kunnen niet beginnen voordat de vaste subsidiebelofte wordt toegekend.

Als de werken hoogdringend zijn, kan de inrichtende macht echter, bij wijze van uitzondering, de toelating krijgen om ermee te beginnen alvorens de aanvraag om subsidie in te dienen.

Daartoe richt ze bij aangetekend schrijven een met redenen omklede aanvraag aan de ambtenaar die de leiding heeft van de algemene dienst Bestuur voor de Infrastructuur belast met het dossier, waarbij ze de schriftelijke toelating aanvraagt om ermee te beginnen.

Die toelating is geenszins een beslissing tot toekenning van de subsidie.

Nadat het dossier door de Commissie aanvaard is en als het niet in de lijst van de in aanmerking komende projecten wordt opgenomen, wordt het de Regering ter goedkeuring voorgelegd overeenkomstig artikel 5, § 2, 3e lid, van het decreet.

§ 4. De door de Commissie vastgestelde subsidiebeloften worden aan de Minister meegedeeld, die ze om advies aan de Inspectie van Financiën verzendt.

De door de Commissie vastgestelde subsidiebelofte wordt een vaste belofte als het advies van de Inspectie van Financiën gunstig is.

Bij ongunstig advies van de Inspectie van Financiën, wordt de subsidiebelofte door de Minister de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 11.** De Minister belast met het prioritaire programma voor werken bepaalt de praktische nadere regels voor het onderzoek en de behandeling van de dossiers betreffende de aanvraag om subsidie.

**Art. 12.** Als de inrichtende macht een aanvullende tegemoetkoming aanvraagt ten laste van de fondsen voor schoolgebouwen die bevoegd zijn voor het saldo dat niet door de subsidie ten laste van het prioritaire programma voor werken wordt gedekt, onderzoekt het Bestuur die aanvraag gelijktijdig met de aanvraag betreffende de hoofdsubsidie ten laste van het prioritaire programma voor werken.

#### HOOFDSTUK V. — *Praktische nadere regels voor de berekening van de subsidie*

**Art. 13.** De berekening van het bedrag van de subsidie bestaat uit de twee volgende stappen :

- 1° eerste stap : de berekening van het voorlopige bedrag van de subsidie,
- 2° tweede stap : de berekening van het definitieve bedrag van de subsidie.

**Art. 14.** Het voorlopige bedrag van de subsidie is gelijk aan het bedrag van de investering, vermenigvuldigd met het subsidiepercentage.

Het wordt berekend op grond van het subsidieerbare bedrag dat wordt bepaald op grond van het bedrag van de laagste of voordeligste regelmatige offerte na de in mededingingstelling van de werken.

Het stemt overeen met het maximumbedrag waarop de inrichtende macht aanspraak kan maken.

**Art. 15.** § 1. Het definitieve bedrag van de subsidie wordt berekend op grond van de eindafrekening van de uitgevoerde werken, rekening houdend met de oorspronkelijke bestelling van de werken.

§ 2. Voor de berekening van het definitieve bedrag van de subsidie worden in aanmerking genomen :

1° alle werken die in de oorspronkelijke opmetingsstaat van de bestelling van de werken worden opgenomen en die in de eindafrekening voorkomen. Voor de posten die met vermoedelijke hoeveelheden in de oorspronkelijke opmetingsstaat worden opgenomen, wordt een globale balans opgemaakt tussen de bedragen die in de oorspronkelijke bestelling en deze die in de eindafrekening voorkomen,

2° de bijkomende of verbouwende werken, voor zover ze aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

- a) ze hebben alleen betrekking op werken die in rechtsreeks verband staan met het doel van de opdracht,
- b) de uitvoering ervan moet beantwoorden aan de regels die worden vastgesteld bij de wetgeving op de overheidsopdrachten,

c) ze stemmen overeen met voor subsidiëring in aanmerking komende werken,

d) ze worden door de aanbestedende overheid verantwoord. Die verantwoording heeft betrekking op feiten, vermeldt de toegepaste rechtsregels en geeft de redenen aan die, op grond van de rechtsregels en de vermelde feiten, leiden tot het nemen van de beslissing.

Het definitieve bedrag van de subsidie, berekend nadat de balans van de posten met vermoedelijke hoeveelheden en de bijkomende werken in aanmerking werd genomen, wordt beperkt tot het bedrag van de voorlopige subsidie, wanneer het berekende bedrag hoger is dan het bedrag opgenomen in het bedrag van de vaste subsidiebelofte.

§ 3. De ambtenaar die de leiding heeft van de bevoegde dienst voor schoolgebouwen heeft een ondertekeningsdelegatie om, in naam van de Minister, het definitieve bedrag van de subsidie goed te keuren.

**Art. 16.** De algemene kosten worden forfaitair vastgesteld op 8 % van het bedrag van de voor subsidiëring in aanmerking komende werken.

HOOFDSTUK VI. — *Uitbetaling van de subsidies die worden toegekend aan de inrichtende machten die ressorteren onder de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijsnetten*

**Art. 17.** De subsidiebegunstigde zorgt ervoor de werken uit te voeren zoals bepaald in het aan de commissie voorgelegde aanbestedingsdossier.

Naargelang de werken vorderen, kunnen voorschotten worden toegekend.

De aanvragen om betaling worden bij de diensten vermeld in artikel 11 van dit besluit ingediend, samen met de volgende documenten in 3 exemplaren :

- een schuldvorderingsaangifte;
- de (maandelijkse en cumulatieve) vorderingsstaat en de staat van de daarmee verband houdende contractuele

herzieningen;

- het origineel of de voor eensluidend verklaarde afschriften van de facturen;
- bij de eerste vorderingsstaat, het bewijs van de borgstelling, in voorkomend geval, het bevel om met de werken te beginnen en het gedateerde en getekende document voor de kennisgeving van de toekenning van de opdracht aan de aannemer, alsook het afschrift van het ontvangstbewijs van de post.

Nadat de werken zijn beëindigd, zendt de begunstigde de eindafrekening aan voornoemde ambtenaar over.

Die afrekening omvat de hieronder vermelde documenten (in drie exemplaren) :

- de gedetailleerde staat van alle facturen;
- de gedetailleerde staat van de werken uitgevoerd tegen de prijzen van de goedgekeurde aanbesteding;
- de gedetailleerde staat van de uitgevoerde verbouwende en/of bijkomende werken;
- de gedetailleerde berekening van de contractuele herziening met betrekking tot de afrekening;
- een attest waarbij de werkelijke datum van beëindiging van de werken wordt aangegeven;
- de met redenen omklede beslissingen met betrekking tot de werkonderbrekingen en -hervattingen;
- de staat van de dagen met slechte weersomstandigheden, betaalde verloven, wettelijke verloven, enz...
- het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
- de nota's met de berekening van de eventuele boetes ten laste van de aannemer;
- de nota's met de berekening van de eventuele verwijfboetes ten laste van de aannemer;
- de met redenen omklede beslissing van de opdrachtgever waarbij eventuele verlengingen van de termijn

worden toegekend;

- de goedkeuring van de eindafrekening door de opdrachtgever;
- het advies van de toezichthoudende overheid, indien dit vereist is.

Voor een eindafrekening met bijkomende en/of verbouwende werken, dienen de volgende stukken te worden gevoegd :

— een uittreksel uit de beslissing van de opdrachtgever waarbij de bijkomende en/of verbouwende werken worden goedgekeurd;

- een gedetailleerde staat van die werken, met vermelding van de uitvoeringsperioden;
- een verslag waarmee wordt aangetoond dat ze noodzakelijk zijn;
- de verantwoording van de overeengekomen prijzen;
- het advies van de toezichthoudende overheid, indien dit vereist is.

Na onderzoek van het dossier worden de definitieve bedragen van de financiële tegemoetkomingen ten laste van het prioritaire programma voor werken en van de betrokken algemene dienst vastgesteld, en worden de verschuldigde bedragen betaald.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor het prioritaire programma voor werken, ingesteld door het decreet van 16 november 2007, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 april 2008.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
Ch. DUPONT